

# les chaises vides

Bulletin intérieur du Collectif de défense des sans-papiers 02 — N°20 — 9 fév. 2008



## Après la libération d'Edmond, la vigilance active !

Un rassemblement des parents devant l'école des Filoirs à Château-Thierry  
Une pétition signée par plus de 400 personnes.



Les parents rassemblés devant l'école



Prise de parole du président de la Fédération de l'Aisne de la LDH et d'un militant du CDSP 02

### Ce soir, le moral est bon.

Edmond est chez lui avec ses enfants qui lui font la fête. La manif à la sortie de l'école était super : une bonne quarantaine de parents, d'enseignants primaire comme secondaire et autres. Aucune voiture de police, conformément à ce qu'avait demandé Jean Pierre Leroy (juste des RG). Et un collègue, Marc, mari d'une des instits qui a très bien canalisé la foule afin que, d'une part la sortie des enfants ne soit pas gênée, et que d'autre part, la circulation ne soit pas entravée.

J'ai remercié les parents de leur engagement et de leur soutien. Je leur ai donné les informations disponibles et je leur ai demandé de rester vigilants tant qu'on ne leur aura pas dit que la situation était régularisée. M Leroy a informé les parents par rapport à l'inacceptable situation de cette expulsion. Les pétitions continuent et j'ai déjà 401 signatures !!!

Nous accompagnerons Edmond à la préfecture, lundi à 15h.

Rémy



Voir au dos, l'article de l'Union

**Collectif de défense des sans papiers de l'Aisne**, membre de RESF

[cdsp02@wanadoo.fr](mailto:cdsp02@wanadoo.fr)

<http://www.cdsp02.net/> et <http://www.educationsansfrontieres.org/resf02>

soutenu par : Ligue des Droits de l'Homme de Picardie, de Soissons, de Chauny-Tergnier, Fédération de parents d'élèves FCPE de l'Aisne, Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (ASTI), SUD Education, FSU, Union Locale-CGT de Soissons, Union Locale-CGT de Château-Thierry, SDEN-CGT, SNES-FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education, Comité de Lutte lycéen de Nerval, Sud Santé Sociaux, Syndicat National Unifié des Impôts, Syndicat National des Agents de la Direction Générale des Impôts - CGT, Confédération Syndicale des Familles (CSF), Parti Communiste Français (PCF), Mouvement de la Jeunesse Socialiste (MJS), Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), Les Verts de l'Aisne, Alter Ekolo, Groupe Kropotkine de la Fédération Anarchiste, Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre solidaire, Action Catholique Ouvrière, Madomé (Braine France-Mandiakuy Mali)

Pour nous contacter **CDSP 02 7 rue des Fonds d'Envaux 02380 VERNEUIL-SOUS-COUCY Tél. : 06 77 43 10 04 et 03 23 25 79 38**

# Mobilisation pour Edmond devant l'école des Filoires

L'appel lancé par les soutiens d'Edmond Dozima, le Centrafricain sans-papiers, arrêté mercredi, placé en centre de rétention à Soissons, puis relâché (notre édition de jeudi 7 février) a été entendu.

Devant l'école des Filoires, hier, à la sortie des bambins à 16 h 30, plusieurs personnes se sont rassemblées. Parents d'élèves, enseignants, élus, représentants de la LDH (Ligue des droits de l'homme), de RESF (Réseau éducation sans frontière) et du CDSP (Collectif de défense des sans-papiers) sont venus soutenir Edmond et sa famille.

Ils sont aussi venus demander sa régularisation en signant les pétitions disposées ça et là sur une table. « Nous avons déjà recueilli 300 signatures », se réjouissait Remy Thomas, du CDSP 02, « la mobilisation est bonne. »

Soulagés de voir qu'Edmond Dozima, âgé de 40 ans, avait pu sortir du centre soissonnais, jeudi, tous n'en restaient pas moins sur leur garde : « Nous devons rester vigilants, car nous n'avons toujours pas d'assurance quant à la régularisation d'Edmond qui est pour le moment assigné à résidence ».

Ce qui signifie que ce père de trois garçons — âgés de 3, 7 et 9 ans et scolarisés aux Filoires — doit, une fois par semaine, se rendre au commis-



A 16 h 30, plusieurs personnes se sont rassemblées devant l'école des Filoires où sont scolarisés les trois fils d'Edmond Dozima, sans-papiers.

## Convocation en préfecture

ariat castel attester de sa présence dans l'arrondissement.

Le lundi 11 février, Edmond Dozima devrait en savoir davantage sur sa situation. Il est convoqué à la préfecture de l'Aisne à 15 heures.

Un signe « positif » pour lui qui vit et travaille en France depuis 1999 (il est arrivé à Château-Thierry en septembre 2007) : « C'est la première fois

que j'obtiens une réponse après plusieurs demandes de régularisation. On m'a aussi dit d'apporter des photos, sans doute pour établir un récépissé », déclare l'intéressé qui n'en revient toujours pas de la mobilisation lancée autour de lui : « Je suis très content, cela porte ses fruits et ça me touche énormément ».

Heureux d'avoir pu regagner son toit castel, l'homme était aussi rassuré de pouvoir retrouver sa compagne, Prudence, en situation régulière, qui effectue une formation à l'école d'aides-soignantes, et

ses trois enfants, Jason, Damio et Yelhbo.

« Yelhbo a été le plus perturbé des trois pendant mon absence. Il me réclamait avant d'aller dormir pour prier et lire une histoire, comme j'ai l'habitude de le faire avec lui », raconte le père, « il a mis plus de deux heures à s'endormir mercredi soir. »

Lundi, Edmond Dozima espère bien raconter une nouvelle histoire à Yelhbo. La sienne peut-être. Teintée d'une issue heureuse comme dans les contes de fée.

Frédérique Pétré  
et Loïc Chau

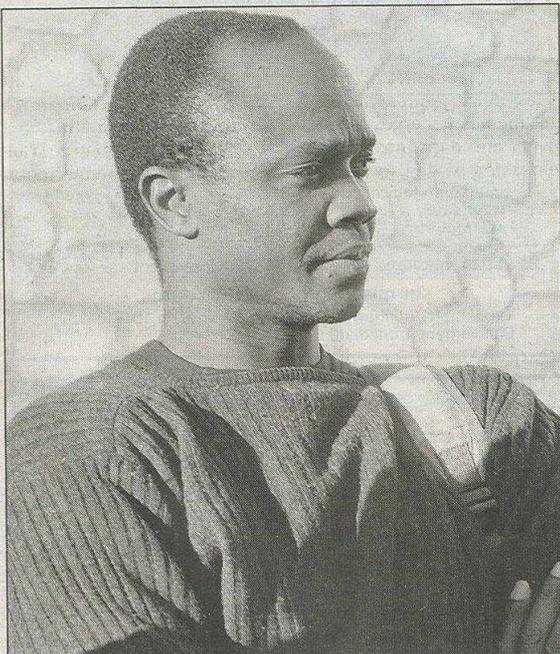
## Parents et enfants « choqués »

Venue soutenir Edmond Dozima, hier après-midi, une élue castelle se disait « révoltée » de la situation : « Ces personnes ne sont pas à la charge de la société, elles participent à la vie économique. L'aspect inhumain de la situation me révolte aussi ».

Séverine, maman d'élève, ajoute : « Les gendarmes qui viennent à l'école, cela a choqué ma fille de 6 ans. Le soir, elle avait peur qu'on vienne me chercher moi ». Maryline ajoute : « C'est inadmissible, cette situation, c'est quelqu'un d'honnête, Edmond ».

« C'est traumatisant pour les enfants, mon petit garçon m'en a parlé, le soir, en rentrant à la maison », précise Yamina, « en 2008, cela ne devrait pas exister ce genre de chose. La France est une terre d'asile; où sont les Droits de l'Homme dans tout ça ? C'est dégueulasse, on est des humains, pas des animaux. S'il y avait la paix dans le monde, personne ne quitterait son pays ! »

Interpellé sur la venue des gendarmes à l'école, le capitaine Lionel Colas, commandant de la compagnie de gendarmerie de Château-Thierry, répond : « Les gendarmes sont des pères de famille qui ont aussi des enfants de cet âge, et ils préfèrent les voir évoluer à l'école avec leurs petits copains plutôt que de les emmener à la brigade. On a mis les enfants, où c'était le mieux pour eux ».



Edmond Dozima : « Je suis content que la mobilisation porte ses fruits ».